

de la Polymer Corporation Limited:

- M. E. R. Rowzee, président et directeur général
- M. R. W. Todgham, directeur
- M. Stanley Wilk, vice-président des Finances
- M. J. R. Millar, adjoint du président

des ministères de l'État:

- M. S. C. Berry, sous-ministre de l'Agriculture
- M. D. A. Golden, sous-ministre de la Production de défense
- M. G. W. Hunter, sous-ministre adjoint de la Production de défense
- M. E. B. Armstrong, sous-ministre de la Défense nationale
- M. G. A. Boyle, sous-ministre des Postes
- M. J. A. MacDonald, directeur, Direction des finances, au ministère des Postes
- Le major-général H. A. Young, sous-ministre des Travaux publics
- M. J. R. Baldwin, sous-ministre des Transports
- M. Lucien Lalonde, sous-ministre des Affaires des anciens combattants
- M. L. A. Mutch, vice-président de la Commission canadienne des pensions
- L'hon S. H. S. Hughes, C.R., président de la Commission du service civil
- M<sup>lle</sup> Ruth Addison, commissaire
- M. Paul Pelletier, commissaire
- M. H. O. Moran, directeur général de l'Aide extérieure
- M. Robert Bryce, greffier du Conseil privé
- M. K. W. Taylor, sous-ministre des Finances
- M. H. R. Balls, contrôleur du Trésor
- M. C. G. E. Steele, sous-ministre adjoint et secrétaire du Conseil du Trésor
- M. J. A. MacDonald, secrétaire adjoint du Conseil du Trésor
- M. C. A. L. Murchison, commissaire, Commission d'assurance-chômage
- M. James McGregor, Directeur de l'assurance-chômage, et
- M. R. Humphrys, surintendant adjoint du département des Assurances et actuaire conseil de la Caisse d'assurance-chômage.

4. Au cours de ses séances le Comité a étudié:

- a) Les mesures prises par les ministères et autres organismes à la suite des recommandations formulées par le Comité dans son troisième rapport de 1960;
- b) le rapport de l'auditeur général pour l'année financière terminée le 31 mars 1960;
- c) l'activité du Conseil des Arts du Canada;
- d) l'activité de la Polymer Corporation Limited.

#### MESURES PRISES PAR LES MINISTÈRES ET AUTRES ORGANISMES À LA SUITE DES RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE COMITÉ DANS SON TROISIÈME RAPPORT DE 1960

Le 22 février 1961, l'auditeur général a déposé auprès du Comité un mémoire (Procès-verbaux et témoignages, version française, fascicule 1, pages 29 à 36), faisant rapport des mesures prises à cet égard par les ministères et autres organismes intéressés, et divers agents d'administration ont été interrogés par le Comité.